

LETTRE AU PRÉSIDENT

À 10 jours du premier tour des élections présidentielles françaises, on ne sait toujours pas quel est le projet des principaux candidats pour la France, l'Europe, le monde. Et une proportion importante de l'électorat demeure indécise quant au candidat auquel elle attribuera ses suffrages, ceci étant sans doute la conséquence de cela.

Pour le monde, cette absence de programme n'est sans doute pas une catastrophe tant la voix de la France compte désormais peu, hormis au travers du rôle qu'elle pourrait jouer dans la constitution d'une Europe, seule apte dorénavant à peser d'un certain poids sur la scène internationale. Pour y parvenir, toutefois, encore faudrait-il qu'à la construction européenne un nouveau souffle soit donné.

La France, qui a la lourde responsabilité d'avoir rejeté par référendum le projet de traité constitutionnel, assurera au second semestre 2008, pour la dernière fois avant la décennie 2020, la présidence de l'Union européenne. Voilà pour elle une occasion exceptionnelle d'y jouer à nouveau un rôle moteur pour autant qu'elle le veuille, s'y prépare, fasse preuve d'imagination et d'audace. Mais les candidats en la matière n'ont guère été au-delà de déclarations d'in-

tention qui, quoique salutaires, ne permettent en rien d'apprécier l'intensité de leur engagement ni sa teneur.

Or, c'est sans doute au cours de ces toutes prochaines années que se jouera le sort de l'Europe, sa dilution dans l'économie-monde ou son approfondissement, ne fût-ce qu'entre quelques-uns de ses membres, et l'affirmation de son rôle politique dans le monde, y compris et peut-être en premier lieu au travers de la capacité qui sera la sienne d'entraîner dans son sillage les pays de son voisinage immédiat.

Pour la France, le projet des principaux candidats, hélas, n'est guère plus précis, peut-être parce que la précampagne n'a jamais « volé si bas », tant les candidats, trop soucieux de séduire l'électorat, se sont laissé prendre au jeu d'avoir réponse à tout, au prix du reste d'engagements contradictoires. Tout y est passé, les médias aidant, de telle sorte qu'ils fassent tous mine de détenir la potion magique pour remédier aux maux de chacun. L'individuel a pris le pas sur le collectif, l'émotionnel sur l'engagement, le sensationnel sur l'essentiel, la multiplication des promesses les plus insensées sur l'expression d'un projet porteur de sens.

Certes, il y eut des engagements comme lors de toute élection : celui de réduire les déficits publics, de juguler

le sous-emploi, de lutter contre les inégalités, de faciliter l'accès au logement, de combattre l'exclusion et même de réduire « la fracture sociale », y compris celle des Français ordinaires avec leurs élites politiques.

Mais de véritables projets, capables de fédérer les énergies et les compétences autour d'un avenir souhaitable, qui tiennent compte des opportunités et des contraintes particulières de l'époque actuelle, je n'en ai guère entendu. Or peut-être est-ce ce dont les Français ont besoin : de retrouver le « goût de l'avenir¹ », celui de construire ensemble une nouvelle société qui réponde mieux à leurs aspirations profondes (et ne confondons pas ici le registre des valeurs avec celui des opinions dont on connaît le caractère fugace) et tienne compte des réalités du monde contemporain.

Il y a — me semble-t-il — une différence majeure entre le marketing et la politique : l'un vise à répondre à chaque instant aux desiderata des clients, au prix parfois d'une segmentation croissante des marchés sinon d'une personnalisation de plus en plus poussée des produits ; l'autre vise à incarner un projet collectif qui ne saurait être la seule somme des intérêts particuliers mais doit la dépasser, qui s'inscrit nécessairement dans la durée et, de ce fait, confère un sens et une cohérence à des actions qui engagent l'avenir souvent sur des décennies, qu'il s'agisse d'une politique d'éducation, des transports ou de l'environnement.

Un immense effort de réflexion et d'imagination doit à cet effet être réalisé. Manifestement, il ne fut guère mené ces dernières années, ni par ceux qui étaient aux affaires ni par ceux qui étaient en congé. Il sera donc intéressant de savoir comment le futur président et son gouvernement, chacun n'assurant que son rôle et tout son rôle, sauront ou non se hisser au niveau des fonctions nouvelles qui leur seront imparties, se doteront des moyens adéquats de veille et d'anticipation indispensables à la conduite d'une politique digne de ce nom, et tiendront le cap plutôt qu'en changer au gré des circonstances et des revendications particulières².

Comment, de la même manière, ils sauront — précisément pour se recentrer sur leurs missions essentielles — déléguer comme il convient à une Europe renforcée les compétences qu'en tout état de cause ils ne peuvent plus prétendre assumer au niveau national (par exemple, la politique de sécurité et de défense), et aux niveaux régional et local, y compris à nombre d'organismes publics, les compétences et les pouvoirs adéquats à la gestion de leur propre affaire. Comment, enfin, ils sauront favoriser l'existence de contre-pouvoirs, qui sont les seuls remparts possibles contre les dérives totalitaires dont on ne saurait négliger les dangers.

Hugues de Jouvenel,
le 10 avril 2007

1. Titre du beau livre de Jean-Claude Guillebaud (Paris : Le Seuil, 2003).

2. Voir mon éditorial « La politique à vau-l'eau ». *Futuribles*, n° 324, novembre 2006.